

## ABONNEMENT.

Un an. . . . . 30 fr.  
Six mois. . . . . 16  
Trois mois. . . . . 8

## Hors du Département.

Un an. . . . . 35 fr.  
Six mois. . . . . 18

## On s'abonne

Chez tous les Libraires.

# ECHO DE L'OUEST

## DIEU ET LA FRANCE

## INSERTIONS.

Annonces, la ligne. . . 20 c.  
Réclames, — . . . . 30  
Faits divers, — . . . 75

S'adresser, pour l'insertion des annonces, à M. Paul GODET, imprimeur, place du Marché-Noir.

## On s'abonne

Chez tous les Libraires.

## ADMINISTRATION.

Rue Saint-Jean, n° 8, à Saumur.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

ANNONCES ET ABONNEMENTS,  
Imprimerie Godet, place du Marché-Noir.

## Bulletin politique.

SAUMUR, 26 MAI.

Rien à glaner aujourd'hui dans le champ de la politique. Arrêtons-nous donc au côté instructif de cette grande lutte parlementaire. — Immolation presque générale de M. Rouher sur les autels de la presse. — Triomphe d'un vrai patriote qui est un chrétien, M. de Belcastel, parce qu'il a trouvé la note juste dans ce concert où les dissonances étaient loin de produire la résolution à l'accord parfait.

M. Rouher. Assurément l'ancien ministre d'Etat n'est pas notre homme. Pour Dieu ! soyons sévères, en face d'un régime coupable et portant déjà, lourd châtiement, la responsabilité des malheurs d'un grand peuple ; mais soyons justes. Nous sommes, Français, toujours trop gens d'impression, et quelquefois pas assez de raisonnement. Certes, nous admirons l'attitude qu'avait préméditée l'Assemblée. Le silence digne, glacial même, qui convenait au représentant d'un gouvernement inexcusable ; mais nous maintiendrons toujours que l'homme qui se met avec une pareille résolution au service même d'une mauvaise cause, quand il pourrait, à l'exemple de tant d'autres, se réfugier dans les paisibles loisirs d'une retraite permise, reste un homme, un caractère, un talent. Eh ! non, nous avons trop souvent attaqué les fautes de l'Empire contre des gens qui le défendaient alors et l'attaquent justement aujourd'hui, pour prendre en main une défense impossible. Mais, quand nous voyons un homme tout seul en face d'une Assemblée silencieuse, glaciale, hostile, et d'un côté, minime heureusement, grossièrement insultante ; quand nous voyons cet homme tenir pendant cinq heures, nous disons : « Mais non, cet homme-là n'était point frappé tout d'abord par l'étourdissement d'un choc nouveau, et, soit par lassitude morale, soit par faiblesse physique, se laissant porter des blessures mortelles. » Voyez-vous un homme étourdi, affecté de lassitude morale et de faiblesse physique tenant cinq heures de temps, dans le milieu le plus ingrat qu'on puisse imaginer, impossible, mortel, pour le commun des orateurs ! — Allons donc, vous avez décrété la déchéance de l'Empire, c'est un fait accompli, n'en parlons plus. Mais, dans une discussion d'une pareille gravité, aux chiffres de cet homme opposez des chiffres et des raisons à ses raisons, et à la réclamation qu'il vous adresse de tenir la balance entre la responsabilité de l'Empire et du gouvernement du 4 septembre, à l'endroit des marchés et des arsenaux, appliquez à tous les responsables un contrôle sérieux, consciencieux et éclairé. Et jugez en connaissance de cause, évitant surtout les lenteurs qui retardent notre réorganisation et portent un préjudice si grave aux intérêts du pays.

Franchement, quand on vient nous parler « de l'exécution exemplaire, cruelle, la plus implacable qu'on ait jamais vue, de M. Rouher par M. Gambetta ; de M. Gambetta qui, dit le *Temps*, après que M. d'Audiffret avait porté les premiers coups, a donné le coup de massue, » ce coup... de massue nous fait rêver, malgré nous, des animaux malades de la peste...

De la mesure, de la mesure : c'est entre les extrêmes qu'il faut souvent, en politique, chercher la vérité.

Il paraît que tout le monde, d'ailleurs, n'a pas remarqué, comme le *Temps*, l'*Avenir national* et *tutti quanti*, l'étourdissement moral et physique de l'ancien ministre d'Etat. M. le comte de Paris, rapporte ce matin une correspondance parisienne, se serait écrié, en quittant Versailles : « M. Rouher est un orateur merveilleux, il m'a charmé. » Bien entendu, qu'en lisant M. Rouher, nous ne sommes pas allés jusque là. — M. Thiers, qui se connaît en hommes, disait à son tour : « Je voulais parler, car je sais quelle autorité et quelle puissance s'attachent à la parole de l'ancien ministre d'Etat de l'Empire. De tels hommes, a-t-il ajouté, sont bien précieux pour les régimes politiques qu'ils défendent !... »

Quant à M. de Belcastel qui, suivant nous, avait trouvé la véritable parole chrétienne et patriotique, nous sommes heureux de trouver, dans la presse de ce matin, des appréciations identiques.

« M. de Belcastel a remarquablement résumé les débats. Fort ému, mais très-digne, l'honorable orateur a frappé également l'Empire et le 4 septembre en termes dignes et mesurés. Il a fait la part des deux régimes et a constaté ce qu'il reproche aux uns et aux autres, avec des expressions pleines de noblesse et de grandeur. Tout le monde écoutait avec attention, avec émotion. La gauche et M. Gambetta ont souvent frémi sous l'éperon dont les frappait M. de Belcastel. Quant à M. Rouher, les violences de M. Gambetta ont dû l'aguerrir, et il a dû prendre pour des roses les épines dont M. de Belcastel l'a voulu couronner.

« Ce simple discours a paru une oasis au milieu de la tourmente. On s'est senti en face d'un homme bien élevé, qui, quoique irrité, savait mesurer à chacun sa justice sans se laisser emporter par une haine irréfléchie, et des emportements d'ivrogne en délire. » (Paris-Journal.)

\*\*\*

Comment décrire la physionomie indescriptible de l'Assemblée ? Où est le pays ? A qui ces tristes débats profitent-ils ?

M. de Belcastel a la parole. Il lit une courte harangue dans laquelle il juge en quelques mots l'Empire et le 4 septembre.

Enfin, c'est donc une parole patriotique, dans ce gâchis. (Figaro.)

Les jugements de la presse sur le débat qui vient d'être clos à la Chambre prouvent que les écrivains sont rares qui, pareils à M. de Belcastel, se tiennent en dehors des partis et de la passion pour juger équitablement les procès qui se plaident sous nos yeux. Ainsi, pour la plupart, il est inutile de leur demander si M. Rouher a eu raison de la fameuse théorie des bureaux, mise en avant par M. d'Audiffret-Pasquier. En vain le texte même de l'ordre du jour démontre-t-il que, sur ce point précis, M. d'Audiffret n'a pas triomphé ; il suffit que le président de la commission des marchés ait attaqué l'Empire en ménageant le 4 septembre, et qu'il ait eu M. Rouher pour adversaire. Il obtiendra, fortune rare, les éloges sans restriction du *Radical*, du *Corsaire*, de l'*Opinion nationale*, du *Siècle*, et même de M. Gambetta,

Nous ne voyons guère que le *Monde* et l'*Union* qui aient échappé à cette injustice de parti-pris. A ces journaux, pas plus qu'à nous, l'Empire n'inspire la moindre sympathie, et certes, si nous avions à faire son procès, nous le ferions d'un autre ton, sur d'autres pièces, pour d'autres raisons, mais avec non moins de vigueur que M. d'Audiffret-Pasquier. Cependant le débat est plus haut, et c'est ce que dit très-bien M. Laurentie.

« Que nous fait, dit-il, Napoléon, M. J. Favre ou M. Gambetta ? C'est puéril, la personnalité en ces débats d'intégrité publique ! On nous parle d'intervention secrète de noms princiers dans cette revendication de la justice nationale. Quoi ! ferait-on de la poursuite des crimes une intrigue d'ambition ? De quel droit alors s'étonner que l'apologie vouldt être la réhabilitation ? M. Rouher, en ce cas, aurait manqué de courage ; il devait aller au bout de sa logique et demander le rétablissement de son Empire.

« Elargissons, disons-nous, ces grandes thèses.

« Ce n'est pas seulement tel ou tel système de pouvoir, ce n'est pas telle usurpation, ce n'est pas l'Empire lui-même, avec ses scandales, qui nous a mis dans l'abîme où nous sommes : c'est la Révolution. »

Voilà, en effet, le vrai côté de la question, telle qu'elle se présentait après les discours de M. Rouher, de M. d'Audiffret et de M. Gambetta. Aussi les journaux conservateurs qui sentent l'inanité de ces disputes sans fin entre des hommes également coupables, qui cherchent de part et d'autre à se refaire un triomphe par la ruine d'autrui, ont-ils applaudi sans réserve à la parole de M. de Belcastel. Le *Journal de Paris*, après plusieurs autres, insiste aujourd'hui sur le grand succès remporté par l'orateur catholique, simplement parce qu'il jetait la note vraie au milieu d'accusations passionnées et tumultueuses.

Quant à M. Gambetta, il n'y a qu'une voix dans la presse honnête pour flétrir son attitude. *Paris-Journal* exprime avec vigueur ce sentiment unanime :

« La tribune française a été souillée dans la séance de mercredi. Sous prétexte de balayer les dernières traces de l'Empire, M. Gambetta a sali de hurlements sans nom dans la langue des honnêtes gens l'enceinte où siègent les représentants de la France. »

Il importait de noter, après la faveur obtenue par M. de Belcastel, le dégoût soulevé unanimement par M. Gambetta.

(Univers.)

On lit dans le *Français* :

« Qu'est devenu le talent oratoire de celui qui a été un certain jour le tribun de la politique révolutionnaire ? Il n'est monté à la tribune que pour vomir sur l'Empire et M. Rouher des outrages déclamatoires. La grossièreté des insultes dépassait tellement la mesure de toutes les convenances, qu'elle a failli ramener la sympathie du côté de M. Rouher. Ce n'est pas le langage d'un homme politique ; c'est la brutalité d'un « fou furieux. » Il n'y a pas dans la langue des gens bien élevés d'expression pour qualifier le genre oratoire dont M. Gambetta nous a donné hier le honteux spécimen. »

## Nouvelles extérieures.

## ESPAGNE.

Décidément, pour avoir la vérité sur les événements d'Espagne, il sera peut-être expédient de prendre juste le contraire de ce qu'annonce l'agence Havas, et ceux qui la paient pour dire la vérité doivent bien regretter leur argent.

Dans le numéro de la *Reconquista*, du 20 mai, nous lisons : « La colonne du général Moriones, située à Alsasua, est dans une position très-critique. Au rapport de personnes très-bien informées, elle est exposée à subir un échec, si elle est attaquée par les nombreuses forces carlistes qui l'entourent. »

L'attaque ayant eu lieu le 21, on peut supposer que le général Moriones, se rendant compte lui-même de sa situation, aura tenté un suprême effort. Mais il n'a pas réussi, puisqu'il a dû rétrograder en toute hâte sur Pampelune.

Il faut noter une autre nouvelle dont le contre-coup se fera certainement sentir sur le champ de bataille. C'est la démission prévue du ministère Sagasta.

Cette démission est motivée par la publication d'un dossier destiné à rester secret, et qui se rapporte à un virement de 2 millions de réaux, pris au budget de la marine et appliqués aux fonds secrets du ministère de l'intérieur.

Or, il est à présumer, et l'opposition le dit bien haut, que ce virement a eu lieu pour tripoter les dernières élections. Quoi qu'il

en soit, le scandale est si grand que Sagasta n'a pu y résister une minute.

Un correspondant de Saint-Jean-de-Luz, très-bien placé pour avoir des renseignements exacts sur le mouvement carliste, écrit le 23 mai :

« Permettez-moi de profiter d'une occasion sûre pour vous donner quelques nouvelles vraies, que je suis à même d'obtenir et de vous rapporter avec une entière certitude.

» Vous avez bien raison de dire que dans les dépêches du gouvernement d'Amédée, il y a rarement un mot de vérité. Vous pouvez en particulier démentir formellement la soumission de 5,000 carlistes qui se seraient rendus aux troupes. Ce chiffre 5 doit s'appliquer à cinq canons pris par les carlistes aux environs d'Oñate.

» Avant-hier, un engagement heureux pour les nôtres a eu lieu au-delà de Pampelune. La troupe a été battue. Moriones, grièvement blessé à la cuisse, a pu cependant s'enfuir à Pampelune. Nous n'avons pas encore d'autres détails sur toute l'affaire.

» La province de Burgos se soulève; d'autres bandes, l'une de 5,000 hommes, l'autre de 3,000, sont assez bien organisées et ont d'intrépides chefs. Le mouvement s'étend. Mais nous avons à regretter en Guipuzcoa et en Biscaye la mort de trois excellents chefs: le général Uribarri et les chefs de bande Altube et Artuiz, blessés mortellement, le premier à Oñate, le second à Manaria. Par suite de ce triple deuil, il y a eu un moment de trouble et d'hésitation dans la direction du mouvement. Aujourd'hui tout va bien et les choses aboutiraient promptement si l'on disposait au moment voulu de tout l'argent nécessaire.

» Avec les ressources présentes, on fait, du reste, des merveilles, grâce à l'héroïsme des vaillants soldats qui ont buriné en leur cœur ce cri du véritable Espagnol: *Pour Dieu et mon roi! A bas l'étranger!* Pourvu qu'ils aient un peu de pain et du tabac, ces robustes montagnards ne demandent rien d'autres privations pour leur roi bien-aimé. Il y a deux jours, on a fait une paie de 2 fr. par homme, en les prévenant que c'était pour trois jours, et ils se sont mis à sauter de joie. Pour soutenir ces dévouements, tous les carlistes font de leur mieux, et je sais de grands propriétaires qui y sacrifient absolument toute leur fortune. Maintenant que le mouvement ne saurait plus être qualifié de téméraire, on compte aussi beaucoup que les subsides du duc de Parme et du duc de Modène viendront aider don Carlos.

» Ce matin, les nouvelles de la Navarre sont excellentes. Quoi qu'il ait pu dire l'agence Havas, c'est là que nos forces sont le mieux organisées.

» Je pourrais ajouter une autre nouvelle d'un grand intérêt; mais je ne l'ose et ne veux surtout pas vous donner des noms propres, ne croyant pas que nous vivions absolument.

Une dépêche envoyée par don Carlos à sa femme, la duchesse de Madrid, à Genève, est ainsi conçue :

« Nous avons d'excellentes nouvelles. Presque tout le régiment de Luchana, n° 28, a passé dans nos rangs. Nous avons pris des canons et des fusils. Deux escadrons sont venus à nous. Nous avons fait deux mille prisonniers. »

Le *Paris-Journal*, qui publie cette dépêche, reçoit de Genève une lettre qui la confirme en tous points et qui en exprime une énergique confiance.

Irun, 23 mai.

C'est surtout à propos de l'Espagne qu'il convient de mettre en pratique cette règle de conduite de Talleyrand: « Je ne me suis jamais plaint de renvoyer au lendemain » ce que je pouvais faire la veille. Hier, d'après les dépêches officielles, le nombre des carlistes qui s'étaient rendus à Oñate était de 4,000; une dépêche postérieure le portait même à 6,000 hommes. Aujourd'hui, ce chiffre de *soumissions* n'est plus que de 496: 80 à Oñate, 66 à Arechavaleta et 50 à Zumarraga; c'est le rapport du général en chef qui indique lui-même ce nombre. J'ai eu donc raison d'attendre vingt-quatre heures de plus pour m'assurer de la réalité des dépêches du gouvernement.

Je demandais, à ce sujet, comment on pouvait tromper aussi audacieusement les populations en leur adressant des dépêches de *origine oficial*, d'origine officielle, qui étaient démenties le lendemain. Le personnage à qui je faisais cette question me répondit flegmatiquement: « C'est qu'en Espagne, nous ne sommes gouvernés maintenant qu'à la Machiavel, c'est-à-dire à l'italienne. »

Le mouvement carliste de la Castille s'accroît, et la *Gaceta* avoue qu'une de ces bandes a réuni 200 hommes en quelques heures. Les chefs catalans Castells, Walls, etc., etc., désarment facilement les volontaires de la liberté et remportent des avantages réels sur les troupes chargées de les poursuivre. Ajoutons que celles-ci non-seulement refusent de crier: Vive Amédée! mais répètent sur tous les tons: « Le prince Macaroni » ne vaut pas une seule goutte de sang espagnol. »

Les nouvelles des provinces basques qui sont arrivées à Saint-Jean-de-Luz sont tellement favorables aux carlistes, que cette ville, où habitent depuis plusieurs années un grand nombre de familles espagnoles, a illuminé l'autre soir pour fêter les victoires des Basques espagnols.

A Villabella, village des environs de Reuss (Catalogne), des carlistes auraient contraint des libéraux de s'enfermer dans l'église en les menaçant d'y mettre le feu s'ils ne rendaient leurs armes — ce qu'ils firent — et l'on écrit de Walls que des volontaires libéraux de plusieurs localités les ont abandonnées pour se réfugier à Walls, de peur d'avoir le sort de ceux de Villabella.

D'après une lettre de Tolède, il y aurait eu, le 16, une rencontre dans les environs de Sonseca, à quatre lieues de la capitale, entre un gros détachement de cavalerie carliste et un autre de l'armée. Le résultat du combat serait vingt-un morts ou blessés de l'armée, qui auraient laissé leurs chevaux et leurs armes entre les mains des carlistes.

De Tarragone on écrit au *Diario de Barcelonne* du 16, que les carlistes se promènent tranquillement dans les environs sans être molestés.

D'après la *Esperanza*, le colonel carliste Moya a 400 cavaliers bien montés et équipés.

Gamundi a fait 50 gardes civils (gendarmes) prisonniers.

En Catalogne, Castells aurait pris 12 pièces d'artillerie, qu'on avait l'imprudence de faire voyager sans autre escorte que quelques artilleurs, dont le sort est inconnu.

Serrano demande toujours des renforts et le général de Catalogne aurait envoyé des dépêches alarmantes.

Le général carliste Valls, ayant su qu'on fusillait les soldats qui se joignaient aux carlistes, a fait savoir aux autorités qu'il fusillerait les gardes civils et les volontaires de la liberté qu'il prendrait les armes à la main.

Des lettres reçues par la *Epoca* du 20 disent que le gros des partisans biscayens avec M. Arquin Zoniz et d'autres membres de la Junte se retirèrent sur Oñate, entrèrent à Villaread le Alava, le 18, et allèrent se réunir à la bande Carasa venant de Navarre.

L'*Iruac* bat de Bilbao annonce qu'on a signalé un millier de carlistes à Orduna, et que la mairie de cette localité recueillit promptement par une collecte la somme de 4,000 douros (20,000 fr.) pour aider les carlistes, pour qui l'on faisait des uniformes.

#### ETATS-UNIS.

Voilà une république qui pourrait bien se brouiller avec nos solidaires de France.

Ce qui nous console, c'est que l'on peut être républicain sans cesser pour cela d'être chrétien. En voici la preuve.

#### LA SANCTIFICATION DU DIMANCHE.

Nous donnons ici le texte d'une loi votée tout dernièrement par le Sénat et les Chambres de la République des Etats-Unis.

1. La sanctification du dimanche est une chose d'intérêt public.

2. Un utile soulagement des fatigues corporelles.

3. Une occasion de vaquer à ses devoirs personnels et de rappeler les erreurs qui affligent l'humanité.

4. Un motif particulier d'honorer, dans sa maison et à l'église, Dieu, le créateur et la Providence de l'univers.

5. Un stimulant à se consacrer aux œuvres de charité, qui font l'ornement et la consolation de la société.

Considérant: a) Qu'il y a des incrédules et des gens inconsidérés qui, méprisant leurs devoirs et les avantages que procure à l'humanité la sanctification du dimanche, outragent la sainteté de ce jour en s'abandonnant à toutes sortes de plaisirs et en s'adonnant à leurs travaux.

b) Qu'une telle conduite est contraire à leurs intérêts comme chrétiens, et trouble l'esprit de ceux qui ne suivent point ce mauvais exemple.

c) Que ces sortes de personnes font un tort à la société tout entière, en introduisant dans son sein des tendances de dissipation et d'habitudes immorales.

Le Sénat et les Chambres décrètent:

1. Il est défendu, le dimanche, d'ouvrir les magasins et les boutiques, de s'occuper à un travail quelconque, d'assister à aucun concert, bal ou théâtre, sous peine d'une amende de 10 à 20 schellings (12 fr. 50 à 25 fr. 50) pour chaque contravention.

2. Aucun voiturier ou voyageur ne pourra, sous la même peine, entreprendre un voyage le jour du dimanche, excepté le cas de nécessité dont la police sera juge.

3. Aucun hôtel ou cabaret ne pourra s'ouvrir le dimanche aux personnes qui habitent la commune, sous peine d'une amende, ou de la fermeture de l'établissement.

4. Ceux qui, sans cause de maladie ou sans motif suffisant, se tiendront éloignés de l'église pendant trois mois, seront condamnés à une amende de dix schellings.

5. Quiconque commettra des actions inconvenantes à proximité ou dans l'intérieur

de l'église payera de 5 à 40 schellings d'amende.

L'exécution de ce décret est confiée aux employés de police choisis tous les ans par les communes.

#### Informations diverses.

Une nouvelle conférence a eu lieu entre M. Thiers et MM. de Lasteyrie et Chasseloup-Laubat sur la question du nombre d'hommes à incorporer annuellement dans l'armée active, seul point sur lequel l'accord ne se soit pas encore effectué entre le gouvernement et la commission de l'armée.

Si l'accord ne se fait pas, M. Thiers s'en remettra à la décision de l'Assemblée.

La discussion de la loi sur l'armée commencera lundi.

On assure que tous les condamnés du fort Boyard, parmi lesquels se trouvent Rochefort, Assy et Grousset, ont été embarqués hier sur la *Guerrière*, qui partira demain pour la Nouvelle-Calédonie.

Il n'est nullement question de faire venir des généraux prussiens déposer dans l'affaire du maréchal Bazaine.

La commission du conseil de guerre qui doit juger le maréchal n'est pas encore arrêtée.

M. Thiers a travaillé hier très-longtemps, avant la séance de la Chambre, avec les directeurs du ministère de la guerre.

L'un de ces messieurs, en arrivant à Paris, aurait immédiatement envoyé des lettres de convocation à plusieurs généraux, au nom du Président de la République.

Voici les noms des orateurs inscrits déjà pour prendre la parole dans la discussion de la loi militaire: MM. Chanzy, Trochu, Loysel, Bullot, Perrot, Guillemaud, de Mornay, de Castellane; il faut ajouter à cette liste MM. le duc d'Aumale, Gambetta, Rouher, qui ont annoncé leur intention de prendre part aux débats.

Parmi les raisons qui auraient déterminé le gouvernement à ne pas traduire le général Urich devant un conseil de guerre, on cite celle-ci, émise par la commission: c'est que le conseil municipal de Strasbourg a conféré au général le titre de citoyen de Strasbourg, et qu'il importait de ne pas froisser certain sentiment.

Du reste, il est avéré maintenant que diverses phrases du procès-verbal ont été très-adoucies sur l'avis du conseil d'enquête et avec le consentement du maréchal Baraguey-d'Hilliers.

Et l'avenue Urich?...

Nous allons toujours un peu trop vite en besogne... dans certains cas.

Le *Gaulois* publie la lettre suivante, adressée par l'Empereur, à la suite du rapport de la commission d'enquête sur la capitulation de Sedan, à MM. les généraux commandant les corps d'armée, en ce jour fatal:

« Général, responsable devant le pays par les Constitutions de l'Empire, je n'accepte de jugement que celui que prononcerait la nation, régulièrement consultée. Aussi n'ai-je point à apprécier le rapport de la commission d'enquête sur la capitulation de Sedan. Je me borne à rappeler aux principaux témoins de cette catastrophe la position critique dans laquelle nous nous trouvons.

» L'armée commandée par le duc de Magenta a noblement fait son devoir, elle a lutté héroïquement contre un ennemi deux

fois plus nombreux ; lorsqu'elle fut repoussée contre les murs de la ville et dans la ville elle-même, 44,000 morts et blessés couvraient le champ de bataille sur lequel je l'ai vue combattre. La position était désespérée.

» L'honneur de l'armée se trouvant sauvegardé par la bravoure qu'elle avait déployée, j'exerçai alors mon droit de souverain en donnant l'ordre d'arborer le drapeau parlementaire, et je revendiquai hautement la responsabilité de cet acte. L'immolation de 60,000 hommes ne pouvait sauver la France, le sublime dévouement des chefs et des soldats eût été un sacrifice inutile.

» Nous avons donc obéi à une cruelle mais inexorable nécessité ; elle a brisé mon cœur, mais laissé ma conscience tranquille.

» Croyez, général, à tous mes sentiments.

» NAPOLÉON.

» Camden place, 12 mai 1872. »

Sept nouveaux régiments d'artillerie se forment en ce moment, et seront entièrement organisés d'ici la fin du mois prochain. Voici les numéros que porteront ces régiments, ainsi que les villes où ils sont en voie de formation :

- Le 16<sup>e</sup>, à Bourges ;
- Le 25<sup>e</sup>, à Vincennes ;
- Le 26<sup>e</sup>, à Versailles ;
- Le 27<sup>e</sup>, à Douai ;
- Le 28<sup>e</sup>, à Rennes ;
- Le 29<sup>e</sup>, à Grenoble ;
- Le 30<sup>e</sup>, à Carcassonne.

#### L'ARMÉE DE METZ.

Le *Figaro* donne parfois, d'un de ses collaborateurs, certains articles dont nous ne partageons point toutes les appréciations, mais dans lesquels étincellent souvent des traits d'un vrai patriotisme et d'un rare bon sens. Nos lecteurs en jugeront par l'article suivant.

\*\*\*

En vérité, nous vivons dans des temps bien extraordinaires ! On a vu un peuple, déshonoré par la démocratie, qui, au début d'une guerre malheureuse, au lieu de soutenir et de défendre son armée, a passé misérablement son temps à accuser tous ses généraux !

On a vu un gouvernement de *fous-furieux* qui, loin de réagir contre cette funeste lâcheté, a encouragé la délation, et, sans preuves, sans examen, sans rien, a désigné les chefs à la haine et au mépris des soldats !...

Et voilà qu'au milieu de toutes ces accusations insensées, il semble qu'il y en ait une qui se trouve, hélas ! trop justifiée !... absolument comme ces prophéties du moyen-âge qui, à force d'annoncer l'avenir, finissaient par rencontrer la réalité... Si bien que ce lamentable procès, qui devrait être un deuil public, fait pousser des cris de victoire à un certain parti.

Et comme nous sommes destinés à toutes les surprises en face de l'opinion publique indignée, M. Thiers, qui déjà pendant la Commune avait trouvé que, de toutes les victimes, Gustave Chaudey méritait seul une oraison funèbre, M. Thiers est venu déclarer à l'Assemblée que si l'Empire misérable et corrompu avait bien mérité ses rigueurs et ses dédains, il y avait pourtant un homme qu'il ne pouvait s'empêcher de venir défendre : c'était le maréchal Bazaine.

Oui, en vérité, nous sommes dans un temps bien extraordinaire !

\*\*\*

Pourquoi gardez-vous le silence sur le maréchal, me dit-on parfois ?

Je l'avoue, c'est un sujet qui m'est si profondément pénible, que ma plume s'arrête toutes les fois qu'elle rencontre son nom.

Peut-être, me rappelant le passé, pourrais-je dire que ce qui m'a étonné, ce n'est pas sa conduite à Metz, mais qu'après le Mexique on ait remis à un tel homme le commandement d'une armée.

Mais ce que je sais de lui, ce que j'en ai toujours pensé, il ne me convient pas de le dire aujourd'hui qu'il est prisonnier.

Après avoir traîné devant les conseils d'enquête tous les commandants de nos places fortes, le gouvernement, obligé de céder à l'opinion, finit par où il aurait dû commencer... C'était fatal ! et, s'il avait compris les choses, il ne se serait pas compromis inutilement, en défendant un homme qui, à tort ou à raison, était condamné d'une façon implacable et par son armée et par la nation.

Ce qui me paraît déplorable, c'est que cela se passe aujourd'hui ; car, une fois de plus, on a le droit de dire : c'est trop tard !

Si un homme énergique avait pris le pouvoir le lendemain de l'entrée à Paris, il aurait créé des cours martiales, jugé les insurgés dans les vingt-quatre heures, réuni les conseils de guerre, décidé du sort de Bazaine et des autres... puis, il se serait hâté d'en finir avec ces funestes questions, et, quand bien même les arrêts auraient été moins justes, il aurait vu, d'abord, la nation qu'il fallait sauver, l'armée qu'il ne fallait pas ébranler ; depuis longtemps nous serions débarrassés de ces tristesses, de ces accusations qui entretiennent l'indiscipline, la défiance et le désordre ; et, au lieu d'être où nous en sommes, entre les insurgés d'un côté et les traîtres de l'autre, qui nous rendent nos désastres toujours vivants... nous aurions à jamais déblayé le terrain.

C'est-à-dire, qu'au lieu d'être toujours là à fouiller des ruines, nous serions enfin occupés à reconstruire.

Ce qui prouve qu'un homme d'énergie et d'action, qui ne veut pas flatter la foule, et qui sait sacrifier sa popularité et les intérêts de l'individu à ceux du pays, peut rendre de plus grands services qu'un homme d'une intelligence merveilleuse, qui veut faire de la légalité et de la diplomatie au lendemain de cataclysmes épouvantables.

\*\*\*

Maintenant, ce que je redoute, je vais vous le dire : Le maréchal Bazaine ne se disculpera pas, mais il pourra compromettre son armée. Il la compromettra, parce que tous ces braves généraux cernés dans cette ville, sans nouvelles, ne sachant que ce que l'ennemi voulait bien leur apprendre, ont pu tenir un langage qui les surprendra eux-mêmes.

La défense va fouiller dans ces deux mois d'infortune, elle va rechercher ardemment les moindres paroles, les moindres écrits de ceux dont les noms sont encore vénérés, pour jeter à bas ce qui reste debout !

Déjà, on murmure que tel général admiré de tous n'est plus digne de notre estime !... Les républicains, les démocrates, les révolutionnaires, tous les hommes de proie sont là, espérant un scandale, et disant en face de l'étranger : Peut-être que, celui-là aussi, nous pourrions le déshonorer.....

Je croyais que les jugements si sévères rendus contre les chefs des places fortes avaient satisfait ces hommes..... Mais non !

ils ne sont pas repus ! il leur faut l'armée de Metz, puis il leur faudra l'armée de Frœschwiller... Pour eux, la France n'est pas assez avilie !...

C'est cependant bien lamentable tout ce que nous avons vu depuis un an ! Dans cette suite d'événements, événements si lourds que tant de consciences ont fléchi, événements si cruels que tant de courages se sont brisés, au lieu de se recueillir, il y a des hommes qui n'ont vu qu'un triomphe pour leur parti !

De ces leçons si hautes, données par la destinée, ils ne prennent que ce qui peut rassasier leur insatiable haine.

Chaque jour on les voit accourir, attendant les victimes au passage, pour leur jeter la boue !...

— Un officier de la vieille armée à outrager ! crient-ils entre eux. Et alors, devant cette horde défilent nos officiers, tous accusés, presque tous condamnés... et on sait les jours où le conseil a rendu un jugement sévère par les cris de joie et de triomphe qu'ils nous font entendre !

Et ils sont outragés par qui ?... par des hommes qui ne se sont jamais battus, par des hommes qui ont toujours trahi, et qui, s'ils n'avaient pas trouvé dans les autres partis autant d'abnégation qu'il y avait d'infamie dans le leur, auraient déchainé la guerre civile au milieu de la guerre étrangère, comme ils l'ont fait le lendemain même de la capitulation !... Et voilà les hommes qui insultent !... voilà les hommes qui crient à la décadence de l'armée !... et ceux-là, on ne les jugera pas !...

Et puis, derrière les insulteurs publics, il y a la foule, qui détourne la tête avec dédain. — Officiers dégénérés, dit-elle, produits de la corruption de l'Empire !...

Foule lâche et imbecile, bien convaincue qu'à la place de ces hommes elle aurait eu la vaillance, l'énergie et le génie qui leur a manqué !...

Quant à moi, je l'avoue bien haut, je n'ai pas ce bonheur... Lorsque je lis ces implacables jugements, je me dis qu'il y a là le vertige de la défaite ! Je compare la gloire passée de ces braves officiers avec leur infortune présente, et, voyant que presque tous ont sombré, loin de leur jeter la pierre, je me demande avec épouvante ce que j'aurais fait moi-même... et, par-dessus tout, je remercie Dieu de ne pas m'avoir placé sous le poids d'événements trop lourds pour les forces humaines...

Il est facile, en vérité, à tous ces bourgeois de Paris, héros de Buzenval, aujourd'hui que les choses sont passées et qu'ils en savent l'histoire, de dire à chacun ce qu'il aurait dû faire ! Mais, comprennent-ils bien ce que c'est que d'être enfermé dans une place forte, sans autres nouvelles que celles qui vous arrivent par l'ennemi lui-même !... avec ce découragement que donne le silence, ces rumeurs d'une guerre civile, et surtout le trouble où vous jette une émeute triomphante dans la capitale !

\*\*\*

Tout cela est navrant ! Vous me direz peut-être : que fallait-il faire ?... D'abord, il fallait faire tout autre chose que ce que vous avez fait. Sans doute, c'était un devoir de porter la lumière sur ces tristes événements pour empêcher à l'avenir de pareilles défaillances ; mais il fallait agir de suite... et mieux valait fusiller le maréchal Bazaine il y a un an, que de commencer aujourd'hui cet interminable procès !...

Et si, maintenant, vous me dites : que reste-t-il à faire ? je ne vous répondrai qu'un mot : Hâtez-vous !...

Pour Dieu, sortons des accusations, des condamnations, des flétrissures, des trahisons... Que nos soldats commencent à entendre parler d'autres choses... Sortons de cette atmosphère malsaine et empestée que nous respirons depuis un an, et qui finirait par empoisonner la nation !

Vous devez savoir pourtant que le mécontentement, la défiance et le découragement sont des choses contagieuses. Vous devez vous rappeler ces paroles de Napoléon à Sainte-Hélène : « Il faut avoir l'air de croire aux vertus des hommes pour les leur inspirer !... »

Quand on dit à une armée qu'elle est brave et fidèle, que les soldats se sont vaillamment conduits, que les chefs ont bien mérité de la patrie... les lâches prennent du courage, et les bons deviennent meilleurs. Mais quand, au lieu de cela, vous lui répétez tous les jours qu'elle a été vaincue parce qu'elle était mauvaise ; que les généraux étaient corrompus, les officiers ignorants, les soldats indisciplinés, et que, pour mieux entretenir le mécontentement, vous faites traîner des jugements pendant des années entières, le dégoût finit par s'emparer de tous.

\*\*\*

Et, à quel moment faites-vous ces choses ?... Voilà une armée qui a subi les plus mortelles épreuves, traînée prisonnière en Allemagne, ramenée à la hâte pour se battre contre des Français ; une armée dont les uns n'ont pas été récompensés, dont les autres sont dégradés sans crime... et, lorsqu'elle commence à se reformer, lorsque la discipline reparait, voici que vous l'ébranlez de nouveau.

Puis, tandis que ces soldats, déjà démoralisés par la démocratie, assistent à la condamnation de leurs chefs, vous permettez à leurs généraux de s'accuser les uns les autres et de devenir des chefs politiques à l'Assemblée !...

Voilà chaque fraction de la Chambre qui a son général comme en Espagne : le général Faidherbe pour l'extrême-gauche, Billot pour la gauche, Chanzy pour le centre gauche, Ducrot pour le centre droit, Du Temple pour la droite... Et les soldats savent ces choses, et ils vous en parlent quand vous allez dans leurs camps... Et le gouvernement, qui regarde à l'horizon avec tant de vigilance pour voir si lui-même n'est pas menacé par Bonaparte, n'aperçoit pas cet effroyable danger qui est suspendu sur la France !...

Jamais, au lendemain de pareils malheurs, on n'a laissé faire de pareilles choses ! Sans ordre et sans silence, il n'y a pas d'armée possible.

Il fallait dire à tous les généraux : Je vous défends de vous accuser entre vous ; je vous défends de parler ; je vous défends d'écrire.

Il fallait dire aux soldats de Frœschwiller : Vous avez été sublimes ! dans aucun temps une armée n'a inspiré autant d'admiration à son vainqueur !

Il fallait dire aux troupes de province : Vous avez été livrées à la démence nationale ; mais vous avez été admirables en obéissant à des fous, et vous avez été héroïques en acceptant les souffrances.

Puis, il fallait se hâter de juger ceux que l'on croyait traîtres ou incapables, il fallait appeler les généraux dans les camps, loin des assemblées, et dire à tous : Plus de discours ! à l'œuvre !...

Le devoir d'un gouvernement, au lendemain de désastres comme les nôtres, c'est de réagir contre le mécontentement et de relever la nation.

